

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1 janvier 2008.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juillet 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,
S. VANACKERE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 2771

[2008/202935]

15 JUILLET 2008. — Décret relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.) (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Dans le cadre du présent décret, on entend par :

1^o "S.A.A.C.E." : la structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi qui a pour objet social principal l'accompagnement, le conseil, le suivi et, le cas échéant, la mise en situation de demandeurs d'emploi ayant pour objectif le développement d'une activité économique en vue de créer leur propre emploi;

2^o "porteur de projet" : tout demandeur d'emploi qui propose un projet de création d'activités dans le but de réaliser ultérieurement son installation principale en tant qu'entrepreneur;

3^o "stagiaire" : la personne, telle que définie par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle;

4^o "candidat-entrepreneur" : la personne visée à l'article 80, 2^o, de la loi du 1^{er} mars 2007 portant des dispositions diverses (III);

5^o "coopérative d'activités" : la S.A.A.C.E. organisée sous forme de société à finalité sociale telle que visée à l'article 80, 1^o, de la loi du 1^{er} mars 2007 portant des dispositions diverses (III);

6^o "couveuse d'entreprise" : la S.A.A.C.E. constituée sous la forme d'une association sans but lucratif qui propose une phase de test aux porteurs de projet qu'elle accompagne.

Art. 2. Le Gouvernement procède, aux conditions prévues par le présent décret et dans la limite des crédits budgétaires, à l'agrément et à l'octroi de subventions à la S.A.A.C.E. agréée.

CHAPITRE II. — Processus d'accompagnement du porteur de projet

Art. 3. § 1^{er}. Dans les limites prévues dans son agrément et selon les modalités déterminées par le Gouvernement, la S.A.A.C.E. agréée par le Gouvernement accueille gratuitement tout porteur de projet qui propose de créer une activité économique dans le but de réaliser ultérieurement son installation principale en tant qu'entrepreneur et dont la viabilité économique et la faisabilité ont pu être démontrées.

Néanmoins, si la S.A.A.C.E. organise une mise en situation réelle, elle peut prélever un pourcentage sur les recettes des activités développées afin de contribuer au financement de ses coûts de fonctionnement. Ce pourcentage dont les modalités de calcul sont déterminées par le Gouvernement ne peut excéder 15 % du chiffre d'affaires.

§ 2. Dès qu'un porteur de projet remet son projet à la S.A.A.C.E., celle-ci dispose d'un mois au maximum pour l'approuver ou le refuser. A défaut d'avoir respecté ce délai, la décision est réputée favorable.

L'analyse de la S.A.A.C.E. porte exclusivement sur les perspectives de réalisation du projet économique déposé.

Le Gouvernement peut préciser les conditions de réalisation du projet économique.

A défaut d'approbation, la S.A.A.C.E. réoriente le porteur de projet vers un ou plusieurs opérateurs de formation et d'insertion, tels que prévus à l'article 2, § 2, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle.

Lorsque le projet est accepté, la S.A.A.C.E. doit mettre tout en œuvre pour conseiller le porteur de projet et l'aider à mener à bonne fin le projet de création d'activités. Cet accompagnement ne peut dépasser vingt-quatre mois à dater de l'acceptation du projet et en ce compris la mise en situation sous forme de test.

Lorsque la S.A.A.C.E. décide de mettre un terme à un projet en cours de développement, le porteur de projet est réorienté vers un ou plusieurs opérateurs de formation et d'insertion, tels que prévus à l'article 2, § 2, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle.

§ 3. Dès que la S.A.A.C.E. considère que le porteur de projet dispose d'un plan de démarrage opérationnel, le porteur de projet est invité :

1^o soit à continuer à bénéficier des conseils de la S.A.A.C.E.;

2^o soit à tester son activité économique au sein de la S.A.A.C.E., organisée en tant que couveuse d'entreprise ou en tant que coopérative d'activités, soit en tant que stagiaire, soit en tant que candidat-entrepreneur, soit en tant que travailleur ayant conclu un contrat de travail.

§ 4. Le porteur de projet qui, après avoir quitté la S.A.A.C.E., adopte le statut d'entrepreneur peut continuer à bénéficier gratuitement de conseil et de suivi pendant une période de dix-huit mois au maximum.

Art. 4. § 1^{er}. La S.A.A.C.E. est assistée d'un comité de validation.

La mission du comité de validation est de vérifier, le cas échéant, lors de la mise en situation des porteurs de projets, les conditions de faisabilité et de réalisation des projets.

Ainsi, il vérifie que le porteur de projet dispose, en fonction du projet individuel, d'un plan de démarrage opérationnel, accompagné, le cas échéant, d'une estimation budgétaire des besoins en investissements liés à l'activité et des connaissances nécessaires à la mise en œuvre de son activité.

Le comité de validation se prononce au moins une fois par semestre sur chaque projet mis en situation accompagné par la S.A.A.C.E. Le comité de validation se réunit également, au cours du premier trimestre qui suit l'acceptation des projets par la S.A.A.C.E. et avant que le porteur de projet n'adopte définitivement le statut d'entrepreneur.

§ 2. Le comité de validation est composé d'au moins trois experts en matière de création d'entreprise.

En outre, il comprend au moins un représentant de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi.

Le Gouvernement peut préciser les conditions à remplir par les experts faisant partie du comité de validation ainsi que leur condition de défraiement.

§ 3. Le comité de validation établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet, pour approbation, au Gouvernement.

Le règlement d'ordre intérieur du comité de validation doit, notamment, prévoir :

- 1° les règles concernant la convocation, si possible par voie électronique, du comité;
- 2° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour;
- 3° les règles applicables en cas d'absence ou d'empêchement du président;
- 4° les règles de *quorum* pour que le comité délibère valablement, les modalités de vote des membres ayant voix délibérative ainsi que les règles de majorité requises;
- 5° la périodicité des réunions du comité;
- 6° les modalités de fonctionnement en cas de procédure écrite vu l'urgence.

CHAPITRE III. — *Agrément et octroi de subventions à la S.A.A.C.E.*

Art. 5. § 1^{er}. Le Gouvernement agréé et subventionne, en tant que S.A.A.C.E., l'organisme qui remplit les conditions suivantes :

- 1° être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif, d'une couveuse d'entreprise ou d'une coopérative d'activités;
- 2° démontrer sa capacité à offrir des services adaptables à chaque porteur de projet, en propre ou en sous-traitance, lui permettant de parfaire ou d'acquérir des connaissances utiles à son activité;
- 3° mettre à disposition du matériel et des locaux nécessaires attestant ainsi de sa capacité d'accueil;
- 4° apporter la preuve de l'expérience et des compétences du personnel d'accompagnement en matières d'élaboration de plans financiers, de marketing, de gestion de ressources humaines, d'informatique et de réglementations commerciales, fiscales, sociales et comptables;
- 5° apporter la preuve de la pertinence et de la plus-value de la S.A.A.C.E. concernée dans la sous-région où elle propose de développer son activité et s'engager à, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, accompagner un nombre minimum de porteurs de projet par an;
- 6° décrire les partenariats à mettre en œuvre afin, d'une part, de faciliter l'accès des porteurs de projets au microcrédit et, d'autre part, de mettre en relation les porteurs de projets avec le monde de l'entreprise;
- 7° s'engager à conclure avec chaque porteur de projet une convention fixant les droits et obligations de chaque partie;
- 8° s'engager à proposer à chaque porteur de projet un plan d'action individualisé fixant les objectifs à atteindre au cours de l'accompagnement;
- 9° s'engager à produire une convention partenariale avec l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi;
- 10° s'engager à, lorsque la S.A.A.C.E. propose d'organiser une mise en situation réelle des porteurs de projets qu'elle accompagne :
 - a) démontrer la capacité de la S.A.A.C.E. à organiser une mise en situation des porteurs de projets;
 - b) tenir une comptabilité analytique par porteur de projet;
 - c) constituer un fonds de garantie alimenté par le solde éventuel des recettes générées par l'activité menée par chaque porteur de projet, déduction faite des rémunérations et/ou du capital constitué versés aux porteurs de projet et des frais de gestion non couverts par les subventions supportés par la structure.

Le Gouvernement peut préciser les conditions visées au paragraphe 1^{er}.

§ 2. L'agrément est octroyé par catégorie, selon des modalités déterminées par le Gouvernement, en fonction du nombre de porteurs de projets pouvant être accompagnés annuellement par la S.A.A.C.E.

Art. 6. § 1^{er}. Le Gouvernement octroie une subvention à la S.A.A.C.E. agréée.

Celle-ci est déterminée en fonction des éléments suivants :

- 1° un montant annuel visant à couvrir partiellement les frais de fonctionnement de la S.A.A.C.E.;
- 2° un montant variable déterminé par le Gouvernement sur la base :
 - a) du nombre de porteurs de projets accompagnés;
 - b) de la qualification ou de la durée d'inoccupation des porteurs de projets accueillis;
 - c) du type d'accompagnement proposé par rapport à la capacité maximale d'accueil.

Le plafond des subventions visées à l'alinéa 1^{er} est fixé à deux cents cinquante mille euros par an et par S.A.A.C.E.

§ 2. La S.A.A.C.E. bénéficie en outre d'une subvention de cinq mille euros maximum par porteur de projet, mis en situation réelle, consacrée à l'acquisition de biens matériels ou immatériels correspondant aux besoins en investissements, tels qu'approuvés par le comité de validation de la S.A.A.C.E.

Cette subvention est imputée en tant que réserve affectée dans la comptabilité de la S.A.A.C.E. et certifiée par un réviseur d'entreprise agréé.

Le porteur de projet se voit proposer, de la part de la S.A.A.C.E. dont il dépend, un plan de remboursement réaliste des montants investis sur la base de cette subvention. Le porteur de projet doit quitter la S.A.A.C.E. sans dettes vis-à-vis de cette dernière.

Le porteur de projet, lorsqu'il quitte la S.A.A.C.E., se voit transférer la propriété des biens matériels et immatériels acquis, moyennant le respect des dispositions fiscales en la matière.

Le plafond de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} est fixé à cent mille euros par S.A.A.C.E.

§ 3. Le Gouvernement détermine la procédure d'octroi des subventions visées aux paragraphes 1^{er} et 2 ainsi que les modalités de liquidation et de contrôle de celles-ci.

Le Gouvernement peut diminuer le montant de la subvention visée au paragraphe 1^{er} soit sur la base des critères visés à l'article 8 qui seraient négatifs, soit par rapport au ratio des porteurs de projets réellement accompagnés par rapport au nombre de porteurs de projets pour lequel la S.A.A.C.E. est agréée.

§ 4. Les subventions octroyées aux S.A.A.C.E. agréées peuvent être cumulées avec d'autres aides visant le même coût sans pouvoir dépasser 100 % dudit coût.

Art. 7. L'agrément ainsi que l'octroi de subventions sont accordés par le Gouvernement, selon la procédure et les modalités qu'il détermine, pour une durée initiale de deux ans, renouvelable.

Lorsqu'une S.A.A.C.E. souhaite augmenter sa capacité maximale d'accueil en cours d'agrément, celle-ci peut être modifiée en conséquence par le Gouvernement, selon la procédure qu'il détermine.

Le Gouvernement détermine les procédures de renouvellement, de suspension ou du retrait de l'agrément, de l'octroi de subventions et des procédures de recours.

CHAPITRE IV. — *De l'évaluation et du contrôle*

Art. 8. La S.A.A.C.E. agréée doit remettre annuellement aux services que le Gouvernement désigne un rapport d'activités ainsi que le bilan et les comptes de l'exercice écoulé.

Le Gouvernement détermine les modalités de l'évaluation. Celle-ci doit notamment se baser sur les éléments suivants :

1° des critères quantitatifs et qualitatifs fixés par le Gouvernement, directement liés à la mission de la S.A.A.C.E., notamment la viabilité économique des projets accompagnés au-delà d'une année de fonctionnement;

2° des facteurs liés à l'environnement socio-économique et des processus mis en place pour y répondre;

3° des indices de satisfaction des porteurs de projets.

Art. 9. Le contrôle et la surveillance du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés conformément au décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

CHAPITRE V. — *Des dispositions transitoires et finales*

Art. 10. Le Gouvernement peut déroger, pour une limite maximale de deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, aux conditions fixées à l'article 6, uniquement en faveur des projets financés en tant qu'expérience pilote au cours de l'année antérieure à celle de l'entrée en vigueur du décret.

Art. 11. Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 juillet 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon, 822 (2007-2008). N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 15 juillet 2008.

Discussion - Votes.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 2771

[2008/202935]

15 JULI 2008. — Decreet betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling) (afgekort "S.A.A.C.E") (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In het kader van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "S.A.A.C.E.": de "structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi", met als voornaamste maatschappelijk doel de begeleiding, adviesverlening, opvolging en, desgevallend, de reële werksituatie van werkzoekenden die de ontwikkeling van een economische activiteit nastreven om hun eigen job te creëren;

2° "projectdrager": elke werkzoekende die een project tot creatie van activiteiten overlegt om zich later hoofdzakelijk als ondernemer te vestigen;

3° "stagiair": de persoon zoals omschreven in het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding;

4° "kandidaat-ondernemer": de persoon bedoeld in artikel 80, 2°, van de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen (III);

5. "activiteitencoöperatieve": de "S.A.A.C.E." georganiseerd in de vorm van een vennootschap met een sociaal oogmerk zoals bedoeld in artikel 80, 1°, van de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen (III);

6. "couveuse d'entreprise": de "S.A.A.C.E." opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, die een testfase voorstelt aan de door haar begeleide projectdragers.

Art. 2. De Regering erkent en subsidieert de "S.A.A.C.E." onder de in dit decreet gestelde voorwaarden en binnen de perken van de begrotingskredieten.

HOOFDSTUK II. — *Begeleidingsproces van de projectdrager*

Art. 3. § 1. Elke projectdrager die voorstelt een economische activiteit te creëren om zich later hoofdzakelijk als ondernemer te vestigen en waarvan de economische leefbaarheid en haalbaarheid aangetoond kunnen worden, wordt gratis door de Regering erkende "S.A.A.C.E." onthaald binnen de perken waarin de erkenning voorziet en volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

Als de "S.A.A.C.E." echter een reële werksituatie tot stand brengt, kan ze een percentage heffen op de inkomsten van de ontwikkelde activiteiten om haar werkingskosten te financieren. Dit percentage, waarvan de berekeningsmodaliteiten door de Regering worden bepaald, bedraagt hoogstens 15 % van de omzet.

§ 2. Zodra een projectdrager zijn project bij de S.A.A.C.E. indient, beschikt laatstgenoemde over maximum één maand om het goed te keuren of te weigeren. Indien die termijn niet nageleefd wordt, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

De analyse van de "S.A.A.C.E." heeft uitsluitend betrekking op de perspectieven van uitvoering van het ingediende economisch project.

De voorwaarden van uitvoering van het economisch project kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Bij gebrek aan goedkeuring heroriënteert de "S.A.A.C.E." de projectdrager naar één of meerdere vormings- en inschakelingsoperatoren zoals bedoeld in artikel 2, § 2, van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling.

Als het project aanvaard wordt, zet de "S.A.A.C.E." alle middelen in om de projectdrager te adviseren en te helpen het project tot oprichting van activiteiten tot een goed eind te brengen. Die begeleiding duurt maximum vierentwintig maanden, te rekenen van de datum van aanvaarding van het project, met inbegrip van de reële werksituatie als test.

Als de S.A.A.C.E. beslist een einde te maken aan een in ontwikkeling zijnde project, wordt de projectdrager heroriënteerd naar één of meerdere vormings- en inschakelingsoperatoren zoals bedoeld in artikel 2, § 2, van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling.

§ 3. Zodra de "S.A.A.C.E." acht dat de projectdrager over een operationeel startplan beschikt, wordt de projectdrager erom verzocht :

1° hetzij verder geadviseerd te worden door de "S.A.A.C.E." ;

2° hetzij zijn economische activiteit binnen de "S.A.A.C.E." die als "couveuse d'entreprise" of als activiteitencoöperatie is georganiseerd, te testen, hetzij als stagiair, hetzij als kandidaat-ondernemer, hetzij als werknemer die een arbeidsovereenkomst heeft gesloten.

§ 4. De projectdrager die het statuut van ondernemer aanneemt na de "S.A.A.C.E." te hebben verlaten, kan verder gratis geadviseerd en opgevolgd worden tijdens een periode van maximum achttien maanden.

Art. 4. § 1. De "S.A.A.C.E." wordt bijgestaan door een valideringscomité.

De opdracht van het valideringscomité bestaat erin om, in voorkomend geval, tijdens de reële werksituatie van de projectdragers, de voorwaarden inzake haalbaarheid en uitvoering van de projecten na te gaan.

Op die manier gaat het na of de projectdrager al naar gelang van het individuele project over een operationeel startplan beschikt, met, in voorkomend geval, een budgettaire raming van de investeringsbehoefte i.v.m. de activiteit en over de kennis die noodzakelijk is voor het uitvoeren van zijn activiteit.

Het valideringscomité spreekt zich minstens één keer per semester uit over elk project in reële werksituatie dat door de "S.A.A.C.E." wordt begeleid. Het valideringscomité vergadert ook tijdens het eerste kwartaal volgend op de aanvaarding van de projecten door de "S.A.A.C.E." en voordat de projectdrager het statuut van ondernemer definitief aanneemt.

§ 2. Het valideringscomité bestaat uit minstens drie deskundigen inzake de oprichting van bedrijven.

Het bestaat bovendien uit een vertegenwoordiger van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling).

De Regering kan de voorwaarden bepalen waaraan de deskundigen van het valideringscomité moeten voldoen, alsook de voorwaarden inzake onkostenregeling.

§ 3. Het valideringscomité maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

Het huishoudelijk reglement van het valideringscomité voorziet o.a. in :

- 1° de regels voor de oproeping van het comité, indien mogelijk per e-mail;
- 2° de regels betreffende de opneming van de agendapunten;
- 3° de regels die toepasselijk zijn bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter;
- 4° de regels betreffende het *quorum* opdat het comité rechtsgeldig kan beraadslagen, de stemmingsmodaliteiten voor de stemgerechtigde leden, alsook de vereiste meerderheidsregels;
- 5° de periodiciteit van de vergaderingen van het comité;
- 6° de werkingsmodaliteiten in geval van geschreven procedure, rekening houdend met de dringende noodzakelijkheid.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning en subsidiëring van de "S.A.A.C.E."*

Art. 5. § 1. De Regering erkent en subsidieert als "S.A.A.C.E." de instelling die aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk, als "couveuse d'entreprise" of als activiteitencoöperatieve;
- 2° aantonen dat zij in staat is om diensten te bieden die aan elke projectdrager kunnen worden aangepast, in eigen beheer of in onderaanneming, die haar de mogelijkheid geven om de voor haar activiteit nuttige kennis te verbeteren of te verwerven;
- 3° de nodige lokalen en het nodige materieel ter beschikking stellen, ter bevestiging van haar opvangcapaciteit;
- 4° het bewijs leveren van de ervaring en de bevoegdheden van het begeleidingspersoneel inzake het opmaken van plannen voor de financiering, de marketing, het beheer van menselijke hulpbronnen, de informatica en de commerciële, fiscale, sociale en boekhoudkundige regelgevingen;
- 5° het bewijs leveren van de gegrondheid en van de meerwaarde van de betrokken "S.A.A.C.E." in de subregio waar ze haar activiteit zou ontwikkelen en de verbintenis aangaan om een minimumaantal projectdragers jaarlijks te begeleiden volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt;
- 6° de op te richten samenwerkingsverbanden omschrijven, enerzijds, om de toegang van de projectdragers tot het mikrokrediet te vergemakkelijken en, anderzijds, om de projectdragers in relatie te brengen met de bedrijfswereld;
- 7° de verbintenis aangaan om met elke projectdrager een overeenkomst af te sluiten waarbij de rechten en verplichtingen van elke partij vastgelegd worden;
- 8° de verbintenis aangaan om aan elke projectdrager een geïndividualiseerd actieplan voor te stellen waarin de tijdens de begeleiding te halen doelstellingen vastliggen;
- 9° de verbintenis aangaan om een samenwerkingsovereenkomst met de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) af te sluiten;
- 10° als de "S.A.A.C.E." voorstelt om een reële werksituatie van de projectdragers die ze aan het begeleiden is, te organiseren, de verbintenis aangaan om :
 - a) aan te tonen dat de "S.A.A.C.E." in staat is om een werksituatie van de projectdragers te organiseren;
 - b) een analytische boekhouding voor elke projectdrager bij te houden;
 - c) een waarborgfonds aan te leggen dat gefinancierd wordt door het eventuele saldo van de opbrengsten van de activiteit van elke projectdrager na aftrek van de bezoldigingen en/of het samengesteld kapitaal gestort aan de projectdragers en van de beheerskosten die niet gedekt worden door de subsidies die door de structuur ten laste genomen worden.

De voorwaarden bedoeld in paragraaf 1 kunnen nader bepaald worden door de Regering.

§ 2. De erkenning wordt volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten per categorie toegekend naar gelang van het aantal projectdragers die jaarlijks door de "S.A.A.C.E." worden begeleid.

Art. 6. § 1. De Regering kent een subsidie toe aan de erkende "S.A.A.C.E."

Deze subsidie wordt bepaald op grond van de volgende gegevens :

- 1° een jaarlijks bedrag dat de werkingskosten van de "S.A.A.C.E." gedeeltelijk moet dekken;
- 2° een variabel bedrag bepaald door de Regering op basis van :
 - a) het aantal begeleide projectdragers;
 - b) de kwalificatie of de werkloosheidsduur van de onthaalde projectdragers;
 - c) het soort voorgestelde begeleiding t.o.v. de maximale opvangcapaciteit.

Het maximumbedrag van de subsidie bedoeld in het eerste lid wordt vastgelegd op tweehonderd vijftig duizend euro per jaar en per "S.A.A.C.E."

§ 2. De "S.A.A.C.E." geniet bovendien een subsidie van maximum vijfduizend euro per projectdrager, in reële werksituatie, voor de aankoop van materiële of immateriële goederen die overeenkomen met de investeringsbehoeften, zoals goedgekeurd door het valideringscomité van de "S.A.A.C.E."

Deze subsidie wordt aangerekend als reserve in de boekhouding van de "S.A.A.C.E." en wordt gecertificeerd door een erkende bedrijfsrevisor.

Een realistisch afbetalingsplan van de op basis van deze subsidie geïnvesteerde bedragen wordt aan de projectdrager overgelegd door de "S.A.A.C.E." waarvan hij afhangt. De projectdrager mag aan het einde van de samenwerking geen schulden hebben t.o.v. de "S.A.A.C.E."

De eigendom van de verworven materiële en immateriële goederen wordt aan de projectdrager overgedragen als hij de "S.A.A.C.E." verlaat, mits inachtneming van de fiscale bepalingen terzake.

Het maximumbedrag van de subsidie bedoeld in het eerste lid wordt door de "S.A.A.C.E." op honderdduizend euro vastgelegd.

§ 3. De Regering bepaalt de procedure voor het toekennen van de subsidies bedoeld in paragraaf 1 en 2, alsook de modaliteiten voor de uitbetaling ervan en de controle erop.

De Regering kan het bedrag van de subsidie bedoeld in paragraaf 1 verminderen, hetzij op basis van de criteria bedoeld in artikel 8 als ze negatief zouden zijn, hetzij t.o.v. de ratio van de werkelijk begeleide projectdragers t.o.v. het aantal projectdragers waarvoor de "S.A.A.C.E." is erkend.

§ 4. De subsidies toegekend aan de erkende "S.A.A.C.E." mogen gecumuleerd worden met andere steun die betrekking heeft op dezelfde kosten, zonder 100 % van deze kosten te mogen overschrijden.

Art. 7. De erkenning en de subsidiëring worden door de Regering, volgens de procedure en de modaliteiten die zij bepaalt, toegekend voor een verlengbare oorspronkelijke duur van twee jaar.

Als een "S.A.A.C.E." haar maximale opvangcapaciteit gedurende de looptijd van de erkenning wenst te verhogen, kan deze capaciteit bijgevolg door de Regering gewijzigd worden volgens de procedure die zij bepaalt.

De Regering bepaalt de procedures voor de vernieuwing, de schorsing of de intrekking van de erkenning, de toekenning van subsidies en de beroepsprocedures.

HOOFDSTUK IV. — *Evaluatie en controle*

Art. 8. De erkende "S.A.A.C.E." bezorgt de door de Regering aangewezen diensten jaarlijks een activiteitenverslag, alsook de balans en de rekeningen van het afgelopen jaar.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de evaluatie. Deze evaluatie betreft o.a. :

1° de door de Regering vastgelegde kwantitatieve en kwalitatieve criteria in rechtstreeks verband met de opdracht van de "S.A.A.C.E.", namelijk de economische leefbaarheid van de projecten die verder worden begeleid na één jaar werking;

2° de factoren i.v.m. de sociaal-economische context en de processen die zijn ingesteld om erop in te spelen;

3° de voldoeningcijfers uitgebracht door de projectdragers.

Art. 9. De controle en het toezicht op de naleving van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan worden uitgeoefend overeenkomstig het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 10. Uitsluitend voor de projecten die als pilootexperiment worden gefinancierd tijdens het jaar dat voorafgaat aan het jaar van inwerkingtreding van het decreet, kan de Regering gedurende hoogstens twee jaar, te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit decreet, afwijken van de voorwaarden die in artikel 6 vastliggen.

Art. 11. De Regering bepaalt de datum waarop dit decreet in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 juli 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustingen,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement, 822 (2007-2008). Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 juli 2008.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 2772

[2008/202923]

15 JUILLET 2008. — Décret relatif au soutien à la création d'activité au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation au moyen de bourses innovation (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Les bourses de préactivité*

Article 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer, dans la limite des crédits disponibles, une subvention appelée "bourse de préactivité", ci-après dénommée "la bourse", à toute personne physique, ci-après dénommée "le promoteur", proposant un projet de création d'entreprise en Wallonie, basé sur une idée originale et réaliste, dans tout secteur d'activité à l'exclusion des secteurs énumérés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides *de minimis*.

Art. 2. L'idée ou le projet doit porter sur un procédé, un produit ou un service, qui a été mis au point ou dont les principes ont été élaborés par le promoteur.